L'ABEILLE.

PAR SULLETT, MAGNE & Cie.
No. 66, rue Chartres.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Pour la Nouvelle-Orléans, $10 [illegible] payable d'avance.
Pour [illegible] $12 50

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.

Destiné à la désignation d'une Convention Nationale

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1839.

On est quelquefois étonné de trouver dans les organes vrais ou prétendus de l'opinion publique, des doctrines économiques que réprouvent les simples notions du sens commun. Ainsi des journaux que nous ne voulons pas nommer ont prétendu que s'il payait ses consommateurs trop cher, il ne pouvait pas vendre avec profit ses produits manufacturés de coton aussi cher, plus nous achetons aussi des produits manufacturés de coton et que plus nous vendons cher, plus nous achetons cher; ce qui fait que l'avantage n'est qu'apparent et que nous demeurons réellement dans une position stationnaire."

L'avantage de vendre cher n'est point seulement apparent: il est bien positif, bien réel, et les producteurs ne s'y méprennent pas. Il est bien vrai que plus le coton brut se vend cher, plus les produits manufacturés de coton sont chers, mais cela n'empêche pas que les producteurs ne trouvent leur intérêt à vendre cher.

En effet, la perte de coton qu'ho *réimporte* sous forme de produits manufacturés, est toujours très peu importante relativement à la quantité de coton brut qu'on a exportée, donc la liberté des produits ne neutralise pas l'avantage de vendre la matière brute à des prix élevés.

Mais il faut envisager encore la question sous un autre point de vue: En vendant le coton brut aux étrangers, on ne s'engage point à leur acheter de coton manufacturé. Si donc on achète des produits Européens, c'est uniquement parceque ces produits sont plus bonat à prix égal, ou moins chers à qualité égale que ceux que nos fabricants peuvent fournir malgré la protection de nos tarifs. Or s'il est un axiome en commerce, c'est celui ci: *vendre le plus cher possible et acheter au meilleur marché possible*; et cet axiome est vrai pour les nations comme pour les individus.

Qu'on ne dise donc pas que "vendre aux produits à des prix élevés, c'est une déception." Mais si y a danger quelquefois à se laisser éblouir par sa position ou par une brillante affaire: c'est quand on se livre par suite à des dépenses extravagantes. On ne doit pas perdre de vue que l'ordre et l'économie sont nécessaires aux nations comme aux individus, et que les dépenses extravagantes sont funestes aux une comme aux autres.

Ainsi ce qu'on doit éviter, c'est encore moins d'acheter cher, que d'acheter ce qui est inutile: car la argumes d'a nations a proclamé qu'une chose inutile est toujours trop payée.

Ne perdons donc point de vue les sages principes qui doivent en tout temps diriger notre conduite productions et achetons au plus bas prix possible, vendons au plus haut prix possible, et n'achetons que ce qui est utile.

SERVILITE DES LOCO-FOCOS

On ne pourrait s'imaginer jusqu'à quel point les torys y tiennent la servilité. Plusieurs fois nous avons fait remarquer l'unité d'action qui caractérise constamment les partisans du pouvoir; plusieurs fois nous les avons représentés comme militairement organisés, obéissant aveuglément au mot d'ordre du chef et ne permettant jamais d'avoir en fait de politique une opinion à eux. Quelques personnes ont pu, peut être, nous accuser d'exagération et penser que nous avions changé le tableau pour rendre plus saillante les défauts de nos adversaires politiques. Il n'en est rien cependant et les citations suivantes prouveront aux plus incrédules que nous n'avons dit que la vérité sans exagération aucune.

Je parle le cœffier d'André Jackson—disait M. Boon de l'Indiana.

M. McCarthy de l'Illinois disait, en répondant à un honorable membre du nord, *je suis plus vieux soldat* que mon antagoniste *au service de l'administration!*

Chacun se rappelle ces mémorables paroles du président actuel; M. Van Buren, *c'est assez de gloire pour moi d'avoir servi sous un tel chef!*

Le *Richmond Enquirer* disait quelques jours avant l'élection du grand Etat: nous ne pouvons croire que New-York, *l'Etat de M. Van Buren*, manque à son *devoir* envers lui.

On n'a pas oublié cette fameuse allocution d'un candidat au Congrès, dans l'Etat du Mississipi: "Dans" la campagne dont je fais partie, l'abolitionne est le premier des devoirs, et lorsque le capitaine dit *halte*, nous nous arrêtons tous. De sorte que si Mr. Van Buren nous disait demain qu'il ne juge pas convenable de soutenir le projet de loi-trésorerie, j'abandonnerais ce projet sans hésiter et il n'en serait plus question."

Et remarquez que ce langage, si misérablement servile, n'a pas été tenu par des hommes sans conséquence, par des soldats obscurs du parti; mais bien par des hommes d'élite, des chefs influents du parti.

Le dogme de l'obéissance passive est donc bien évidemment le dogme principal du parti de pouvoir; quiconque s'insurgera dans ses rangs n'a plus de volonté plus d'opinion, politiquement parlant; il ne peut plus penser, parler, agir, que conformément à l'ordre du chef.

DU METHODISME.

De toutes les sectes qui ont surgi du sein de l'intolérance religieuse du siècle dernier et du nôtre, aucune n'a une extension vraiment étonnante, cette des Méthodistes peut figurer au premier rang. Charles Wesley, qui en est le fondateur, n'avait que 1739 que quatre co-religionnaires, John Wesley, élève du collège de Lincoln, Morgan et Kirkman, élève aussi du collège de Merton. A cette époque Charles Wesley, fort jeune encore, n'était lui-même qu'élève de l'église du Christ (Christ Church). Sa piété, ses membres ferveurs et avenantes, lui avaient conquis l'amitié de quelques uns de ses camarades, tandis qu'elles l'avaient rendu la risée du plus grand nombre. Charles Wesley commença à cet âge à inspirer à son jeune compagnons les mêmes principes qui trouvèrent plus tard des prosélytes ardens dans les deux années.

La première secte religieuse qui fut organisée à Londres sous le nom de Méthodistes, le fût en 1739 par le révérend John Wesley l'un des confidens de Charles Wesley. Elle était composée de 42 membres, et le lieu où elle se réunissait pour se livrer aux exercices de piété, n'était autre qu'une fonderie qui fut transformée en temple. Aujourd'hui il y a en Angleterre 880,000 méthodistes; et on peut juger de la richesse et de la libéralité de cette secte par les sommes qu'elle préleva en 1837, dans but uniquement d'envoyer des missionnaires à l'étranger; 400,000 piastres furent réalisées à cet effet.

C'est en 1769 que fut construit aux Etats Unis le premier temple Méthodiste; New York fut la ville que les membres de cette nouvelle secte choisirent. Cependant une société avait été formée à peu près à la même époque dans le Maryland, par Strawbiel lgo. Les premiers ministres que le fondateur, John Wesley, envoya d'Angleterre, furent les révérends Boardman et Pilmore; ils débarquèrent à Philadelphie en 1769 et ils y trouvèrent une société composée d'une centaine de membres, qui avait été organisée par le capitaine Thomas Webb, de l'armée anglaise.

Boardman se rendit à New York et son collègue resta à Philadelphie; le premier discourut de cette ci fut prononcé au milieu d'un auditoire de quatre ou cinq mille personnes. En 1771 de nouveaux missionnaires Messrs. Asbury, Whatwat et Wright débarquèrent dans la capitale de la Pennsylvanie, et y furent reçus avec enthousiasme.

Cependant les nouvelles croyances ne rencontrèrent pas les premières années, grand nombre d'adhérans; et ce n'est que d'une époque plus éloignée que date l'extension qu'elles prirent dans notre pays. Il y avait à Philadelphie en 1771 que 100 Méthodistes; le nombre en est aujourd'hui de plus de 7,000. Il y avait alors 10 ministres divisés dans toutes les églises répandues sur notre territoire, on en compte aujourd'hui 2,200.—Le nombre des membres des sociétés méthodistes, ne s'élevait à cette époque qu'à 1160; il est aujourd'hui d'environ 745,000.

Thomas Coke fut le premier évêque de l'église Méthodiste; il reçut en fonctions en 1784, et mourut en 1811 dans un voyage sur l'Inde Anglaises. Il dépensa une fortune immense pour propager ses doctrines religieuses, et donna ses nombreuses missions aux Indes Occidentales, il était parvenu à élever le nombre de ses co-religionnaires à près de quinze mille.

—Le colonel Pauley est parvenu, à faire une mine sous-marine contre les débris du Royal Georges, de Spithead. On y plaça cependant 2,240 livres pour tout de poudre, a été descendu sous la mer et placé tout près de l'une des parties les plus en saillie du navire submergé. Quand tout a été disposé, on fit partir les voitures à bord du vaisseau qui était la batterie voisine, et cela placé à la distance de 500 pieds de longueur des fils de métal fut mis communiquer le batterie avec le cylindre, l'explosion a eu lieu, et les effets ont été très remarquables; d'abord, la surface de la mer calme et parfaitement unie a été violemment agitée, on a ressenti un tremblement qui a déterminé les oscillations de petites vagues irrégulières, de quelques pieces de hauteur.

Ce tremblement a duré 4 à 5 secondes, puis une masse d'eau formant un dôme de forme conique se plaça au milieu de l'explosion, s'est élevée d'abord lentement, puis avec rapidité, jusqu'à une hauteur de 30 pieds. Cette masse d'abord compacte s'est bientôt dissoute, et les flots se sont éloignés dans toutes les directions. La pression des plusieurs pieds de hauteur semblait momentanément soulager la mer, mais cette pression n'a pas été sensible, et elle n'a pas duré. Le seul effet produit a la surface de la mer a consisté dans le jet de poudre, a été étonnant. On ne pourra juger les résultats de l'explosion que lorsque les voitures auront repris leur travail ordinaire, et quand la marée permettra aux plongeurs de rester plusieurs heures sous l'eau; il paraît pouvoir maintenant que le colonel Pauley aura atteint son but en plaçant à quelques profondeur que ce soit. Il fera venir à la surface de l'eau, par ce moyen, la matière on le détachera par pièces. Il n'y a que ce seul moyen de tirer parti du matériel de construction de ce bâtiment qui a resté plus de 37 ans sous l'eau. Ce sera un grand service rendu par le colonel Pauley, pour l'emploiement de ces débris qui gênent l'entrée de Spithead.

—On cite un blasphème de la ville de Tournai, M. Hédouin, un membre du conseil des états-généraux, a composé l'histoire de sa ville jusqu'au conseil provisoire inclusivement. On dit, que partisan d'invention, il n'a fait aucune de tout le pays, en tous points conforme à celle des autres villes belges. Il a même, dit-on, fait le siège de Tournai par Clovis, et cela avec tous les détails désirables, sans avoir été témoin oculaire. Il avait perdu la vue. On ajoute que cet accident déplorable est arrivé à M. Hédouin de la ville de Tournai en 1140 volumes, et effectivement il y eut un temps d'arrêt; mais on croit qu'on peut en reprendre le travail, et que l'ouvrage sera complètement qui devra nous en étonner. Le 1140 volume de l'histoire de Tournai ne contient pas à [illegible]

MICHIGAN.

Nous trouvons dans le *Journal de Débats* une lettre de Londres qui annonce de *philanthropiques* et nous apprenons sur la position financières des Etats-Unis; nous nous empressons d'en reproduire les principaux passages regrettant de ne pouvoir, faute d'espace, donner la lettre toute entière.

Londres, 27 septembre 1839.

"J'apprends, Monsieur, qu'enfin la maison Rothschild s'est décidée à venir en aide par ses ressources, par l'honneur de la Banque des Etats-Unis, les traites de rien par cette Banque sur la maison Hottinguer. Cette nouvelle a été ici diversement interprétée. Chacun pense avec son avis, mais personne ne contestera la vérité des deux faits suivans qui peuvent inspirer des réflexions sérieuses et utiles à nos relations avec l'Amérique.

En 1833, le gouvernement des Etats-Unis tira une traite de 6 millions sur le ministre des finances de France, pour les intérêts que la France devait aux Etats-Unis en vertu de la convention conclue en Juillet 1831; cette traite était à l'ordre de M. Jaudon, ministre de la Banque des Etats-Unis, les fonds nécessaires n'ayant pas encore été votées par les Chambres, le paiement fut refusé par le gouvernement français. La maison Hottinguer s'empressa d'intervenir pour compte et pour l'honneur de la Banque des Etats-Unis, après avoir fait protester la traite tirée pour compte du gouvernement américain.

En 1836, 5 millions de traites tirées par cette même Banque des Etats-Unis sur cette même maison Hottinguer sont refusés, et cette fois encore la traite protestée jusqu'au $3, dix jours entiers, sans que pas un banquier de Paris n'intervinsse pour l'honneur de la Banque, malgré les habiles efforts de M. Jaudon lui-même, qui dès le 16 était à Paris.

Des faits aussi clairs, aussi incontestables, puisqu'ils sont connus de tous les négocians, jaillit tout d'abord une considération frappante: c'est que le crédit, la confiance qu'inspire la Banque des Etats-Unis sur la place de Paris ne sont pas les mêmes en 1839 qu'en 1833.

Le but de ces lignes sera de vous montrer le plus rapidement, le plus simplement qu'il me sera possible, d'où vient ce changement remarquable. Des faits que je me propose dire, car les faits parlent plus haut que les raisonnemens les plus habilement déduits, vous convaincront vous même jusqu'à quel point ce discrédit est mérité, et peut être pourrons-nous jeter avec quelque certitude un regard sur l'avenir de la Banque.

La guerre à mort entre le parti des *tous-focos* et le parti Whig, n'a eu pour résultat que la chute de la Banque nationale, la création de près de 600 banques au deux ans dans les Etats de l'Union. Le parti jacksonien doit reconnaître ici ses œuvres; c'est lui qui d'abord retira des coffres de la Banque, les dépôts fils Trésor fédéral, et qui ensuite mit les millions déposés entre les mains d'ennemis du Sénat, contre les vœux encore plus évidens d'une immense majorité de la population commerciale, parvint à empêcher que la Charte de la Banque des Etats-Unis ne fut renouvelée. Ce succès inespéré, il faut le dire, mais le parti des *tous-focos*, et reveilla plus que jamais l'esprit d'entreprise, de spéculation. Si le gouvernement d'alors peut s'attribuer, comme on le voit, une large part à cette nouvelle et funeste impulsion donnée à l'esprit naturellement entreprenant, trop hardi de peuple américain, on ne peut pas accuser à un même degré le chef de la Banque des Etats-Unis, qui agissant dans un sens tout opposé, a tenté d'établir dans une république un monopole, le monopole de coton, qui forme la principale branche d'exportation?

Voilà, ce me semble, deux grandes causes de désordres qui peuvent expliquer beaucoup de faits, et je pense bien qu'en esquissant seulement ces deux historiens, les hostilités innombrables du gouvernement américain contre la Banque, et les spéculations de cette même banque, je donnerai la clef de la situation actuelle.

Quelques mots d'abord sur le résultat direct de la suspension de la Banque des Etats-Unis. Quand le parti *locofoco* arriva à la direction des affaires, le trésor du pays en jouissance d'un excellent système de circulation en papier: car quelques torts qu'on puisse reprocher à la conduite de la Banque avant 1836, on ne peut s'empêcher d'avoir trop étendu sa circulation. L'existence d'une banque nationale qui permettait au pays de contracter d'immenses affaires, sans avoir besoin d'un minime d'espèces avait encore l'avantage d'assurer le change d'une ville de l'Union à l'autre à un très bas prix; ainsi les *locofocos* qui prétionnèrent pour le renouvellement du privilège de la Banque en 1836, affirmèrent que depuis 1817 le change d'une ville de l'Union à l'autre se faisait à un quart pour cent seulement de perte: or, à présent, le change de New-York sur Natchez est à 16 pour 100 de perte, sur Cincinnati à 15 pour 100 etc.

Jamais aucun pays ne peut se vanter d'avoir joui d'un aussi excellent système de circulation que les Etats-Unis, de 1817 à 1835. Mais quelle institution au monde aurait pu résister aux attaques incessables d'un de parti ultra-radical en 1835 ? Le gouvernement d'alors mit tout en œuvre, on s'en souvient pour discréditer la Banque de l'Union, la voix du président, la voix de tous ses employés, la voix de la presse gouvernementale, usèrent tous les raisonnemens, de toutes les fausses imaginables pour faire tomber une institution dont toute la puissance reposait sur le crédit; le succès de ses intrigues n'était que trop certain. Si cependant telle était la force de la Banque, que malgré cette guerre obstinée du président, malgré le déplacement des fonds de l'Est, les actions de la Banque restaient au pair, les actions de la Banque de Pennsylvanie au pair. Les souscriptions, la défiance que le chef de l'Etat s'efforçait de répandre dans le commerce; contraignirent la Banque à diminuer sa circulation, les changes auxquels la Banque ne put plus suffire commencèrent à se faire à un perte, la crainte, la méfiance remirent les affaires jusqu'au jour où le vénérable monarque Démocratique Jackson, et où le renouvellement de la Charte fut refusé.

Comme je l'ai déjà dit, on peu de temps trois cent soixante cinq banques s'organisèrent et immédiatement le pays d'un papier sans valeur réelle. Chaque Etat encouragea cet impudent amor de l'esprit des spéculation en sanctionnant une partie des actions des banques, sans néanmoins payer ses actions; mais ce qu'il y eut de plus déplorable dans cette origine, ce fut la légèreté avec laquelle les banques prêtèrent. Chacun prêtait à son voisin, son directeur, ou frère, fils, cousin, ami de directeurs, et obtenait ainsi sur sa signature l'argent qu'il demandait. Enfin, tout inconnu obtenait des fonds en faisant endosser son billet par un courtier qui prenait une prime.

On peut facilement se figurer que cette facilité, faiblesse pour nous autres Européens, de se procurer des capitaux, donna l'essor à une foule d'entreprises pour l'amélioration de villes, spéculations en terrains, formation de chemins à travers le désert, etc. Il fut ainsi employer tous les capitaux flottés, et les plus minime cent le sang trop vif pour laisser dormir des fonds. C'était alors chose curieuse de lire dans les journaux la foule de phénomène avantageux d'argent annoncés chaque matin; chaque jour était fécond en découvertes pour remplir de capitaux. On émigra en foule vers les villes de Mississipi pour fonder de nouvelles villes Chez nous quand un village se crée, on voit d'abord un marchand de vin, puis un épicier, un Américain, on voit d'abord une banque et un bureau de gouvernement pour la vente des terres.

Comme au lieu de diminuer la circulation, on l'avait presque doublée, toutes les marchandises augmentèrent rapidement de prix, jusque de 50 pour cent au-dessus de la vie. Le coton, qui constitue les trois quarts des exportations des Etats-Unis, suivit cette impulsion de hausse, les manufacturiers anglais, voyant quels bénéfices leurs rivaux obligeaient aux Etats-Unis par suite de l'extension démesurée de la circulation, inondèrent l'Amérique de leurs produits; et nous, imprudens que les Américains eux-mêmes, les négocians européens trompés par la prospérité apparente de leurs consommateurs, ouvraient des crédits presque illimités aux spéculateurs américains, et contribuèrent ainsi pour leur part à augmenter la spéculation.

Voilà la part du mal qu'il faut attribuer au gouvernement de l'Union; voilà le résultat direct immédiat, inévitable, du refus de renouvellement de la charte de la Banque.

TRIBUNAUX.

LE BARBILLON, LA PANADE ET LE MULLET.

L'huissier.—M. Chisin contre M. Renouf.

Cisain.—Enfin j'en vais donc être débarrassé.

Le juge.—Vous réclamez 36 francs pour solde de dîners que le sieur Renouf aurait pris chez vous. Expliquez votre demande.

Cisain.—Certes, M. le juge de paix, il se faut rien moins que votre réputation de sagesse, de justice, pour que j'aie venir vous déranger ici pour si peu de chose. Renouf, d'une voix de stentor.—Pire bas, vieillard.

Cisain.—Oh! je ne crains pas ici, je suis sous l'aile protectrice de la justice; oui, je me répète, les turpitudes, les vilenies, les mauvais procédés dont on monsieur a eu m'abreuver. (A Renouf.) Vous m'avez joué, indignement joué.

Renouf.—A quel jeu? à la drogue? l'enjeu alors vaut la partie.

Cisain.—Taisez-vous, homme féroce, Gargantua à cheveux d'ifs, homme abominable. Oui, M. le juge, j'ai vous disais que j'ai été joué; eh bien! c'est vrai; je l'ai été, j'ai été sanguer, vilipendé, honni, pillé, volé par cet homme, comme jadis dans la forêt de Bondy; et moi, pauvre bonhomme à la défense duquel ignorant doux et paisible je n'aurais pas les magistrature pour moi-même! si bien, ils me donneront aide et protection.

Le juge.—Mais tout cela est étranger à votre demande.

Cisain.—Etranger, oui et non, car je suis bien aise de me faire connaître, de me poser, comme dit le conte de ma femme, un grand pilla, un artiste qui fait les lettres timbrées pour les enseignes. Je vous disais donc que je suis doux comme un mouton. Quand j'ai quitté les affaires, car j'ai été longtemps dans les affaires, j'ai dit à mon épouse, je ne fais jamais rien sans consulter mon épouse, j'ai donc dit à Dodoiphine: " Où allons-nous aller? Mon médecin m'ordonne d'aller les vieux évidens du Sénat, contre les vœux encore plus évidens d'une immense majorité de la population commerciale, parvint à empêcher que la Charte de la Banque des Etats-Unis ne fut renouvelée. Ce succès inespéré, il faut le dire, mais le parti des *tous-focos*, et reveilla plus que jamais l'esprit d'entreprise, de spéculation. Si le gouvernement d'alors peut s'attribuer, comme on le voit, une large part à cette nouvelle et funeste impulsion donnée à l'esprit naturellement entreprenant, trop hardi de peuple américain, on ne peut pas accuser à un même degré le chef de la Banque des Etats-Unis, qui agissant dans un sens tout opposé, a tenté d'établir dans une république un monopole, le monopole de coton, qui forme la principale branche d'exportation?

Voilà, ce me semble, deux grandes causes de désordres qui peuvent expliquer beaucoup de faits, et je pense bien qu'en esquissant seulement ces deux historiens, les hostilités innombrables du gouvernement américain contre la Banque, et les spéculations de cette même banque, je donnerai la clef de la situation actuelle.

Quelques mots d'abord sur le résultat direct de la suspension de la Banque des Etats-Unis. Quand le parti *locofoco* arriva à la direction des affaires, le trésor du pays en jouissance d'un excellent système de circulation en papier: car quelques torts qu'on puisse reprocher à la conduite de la Banque avant 1836, on ne peut s'empêcher d'avoir trop étendu sa circulation. L'existence d'une banque nationale qui permettait au pays de contracter d'immenses affaires, sans avoir besoin d'un minime d'espèces avait encore l'avantage d'assurer le change d'une ville de l'Union à l'autre à un très bas prix; ainsi les *locofocos* qui prétionnèrent pour le renouvellement du privilège de la Banque en 1836, affirmèrent que depuis 1817 le change d'une ville de l'Union à l'autre se faisait à un quart pour cent seulement de perte: or, à présent, le change de New-York sur Natchez est à 16 pour 100 de perte, sur Cincinnati à 15 pour 100 etc.

Jamais aucun pays ne peut se vanter d'avoir joui d'un aussi excellent système de circulation que les Etats-Unis, de 1817 à 1835. Mais quelle institution au monde aurait pu résister aux attaques incessables d'un de parti ultra-radical en 1835 ? Le gouvernement d'alors mit tout en œuvre, on s'en souvient pour discréditer la Banque de l'Union, la voix du président, la voix de tous ses employés, la voix de la presse gouvernementale, usèrent tous les raisonnemens, de toutes les fausses imaginables pour faire tomber une institution dont toute la puissance reposait sur le crédit; le succès de ses intrigues n'était que trop certain. Si cependant telle était la force de la Banque, que malgré cette guerre obstinée du président, malgré le déplacement des fonds de l'Est, les actions de la Banque restaient au pair, les actions de la Banque de Pennsylvanie au pair. Les souscriptions, la défiance que le chef de l'Etat s'efforçait de répandre dans le commerce; contraignirent la Banque à diminuer sa circulation, les changes auxquels la Banque ne put plus suffire commencèrent à se faire à un perte, la crainte, la méfiance remirent les affaires jusqu'au jour où le vénérable monarque Démocratique Jackson, et où le renouvellement de la Charte fut refusé.

Comme je l'ai déjà dit, on peu de temps trois cent soixante cinq banques s'organisèrent et immédiatement le pays d'un papier sans valeur réelle. Chaque Etat encouragea cet impudent amor de l'esprit des spéculation en sanctionnant une partie des actions des banques, sans néanmoins payer ses actions; mais ce qu'il y eut de plus déplorable dans cette origine, ce fut la légèreté avec laquelle les banques prêtèrent. Chacun prêtait à son voisin, son directeur, ou frère, fils, cousin, ami de directeurs, et obtenait ainsi sur sa signature l'argent qu'il demandait. Enfin, tout inconnu obtenait des fonds en faisant endosser son billet par un courtier qui prenait une prime.

On peut facilement se figurer que cette facilité, faiblesse pour nous autres Européens, de se procurer des capitaux, donna l'essor à une foule d'entreprises pour l'amélioration de villes, spéculations en terrains, formation de chemins à travers le désert, etc. Il fut ainsi employer tous les capitaux flottés, et les plus minime cent le sang trop vif pour laisser dormir des fonds. C'était alors chose curieuse de lire dans les journaux la foule de phénomène avantageux d'argent annoncés chaque matin; chaque jour était fécond en découvertes pour remplir de capitaux. On émigra en foule vers les villes de Mississipi pour fonder de nouvelles villes Chez nous quand un village se crée, on voit d'abord un marchand de vin, puis un épicier, un Américain, on voit d'abord une banque et un bureau de gouvernement pour la vente des terres.

Comme au lieu de diminuer la circulation, on l'avait presque doublée, toutes les marchandises augmentèrent rapidement de prix, jusque de 50 pour cent au-dessus de la vie. Le coton, qui constitue les trois quarts des exportations des Etats-Unis, suivit cette impulsion de hausse, les manufacturiers anglais, voyant quels bénéfices leurs rivaux obligeaient aux Etats-Unis par suite de l'extension démesurée de la circulation, inondèrent l'Amérique de leurs produits; et nous, imprudens que les Américains eux-mêmes, les négocians européens trompés par la prospérité apparente de leurs consommateurs, ouvraient des crédits presque illimités aux spéculateurs américains, et contribuèrent ainsi pour leur part à augmenter la spéculation.

Voilà la part du mal qu'il faut attribuer au gouvernement de l'Union; voilà le résultat direct immédiat, inévitable, du refus de renouvellement de la charte de la Banque.

TRIBUNAUX.

LE BARBILLON, LA PANADE ET LE MULLET.

L'huissier.—M. Chisin contre M. Renouf.

Cisain.—Enfin j'en vais donc être débarrassé.

Le juge.—Vous réclamez 36 francs pour solde de dîners que le sieur Renouf aurait pris chez vous. Expliquez votre demande.

Cisain.—Certes, M. le juge de paix, il se faut rien moins que votre réputation de sagesse, de justice, pour que j'aie venir vous déranger ici pour si peu de chose. Renouf, d'une voix de stentor.—Pire bas, vieillard.

Cisain.—Oh! je ne crains pas ici, je suis sous l'aile protectrice de la justice; oui, je me répète, les turpitudes, les vilenies, les mauvais procédés dont on monsieur a eu m'abreuver. (A Renouf.) Vous m'avez joué, indignement joué.

Renouf.—A quel jeu? à la drogue? l'enjeu alors vaut la partie.

Cisain.—Taisez-vous, homme féroce, Gargantua à cheveux d'ifs, homme abominable. Oui, M. le juge, j'ai vous disais que j'ai été joué; eh bien! c'est vrai; je l'ai été, j'ai été sanguer, vilipendé, honni, pillé, volé par cet homme, comme jadis dans la forêt de Bondy; et moi, pauvre bonhomme à la défense duquel ignorant doux et paisible je n'aurais pas les magistrature pour moi-même! si bien, ils me donneront aide et protection.

Le juge.—Mais tout cela est étranger à votre demande.

Cisain.—Etranger, oui et non, car je suis bien aise de me faire connaître, de me poser, comme dit le conte de ma femme, un grand pilla, un artiste qui fait les lettres timbrées pour les enseignes. Je vous disais donc que je suis doux comme un mouton. Quand j'ai quitté les affaires, car j'ai été longtemps dans les affaires, j'ai dit à mon épouse, je ne fais jamais rien sans consulter mon épouse, j'ai donc dit à Dodoiphine: " Où allons-nous aller? Mon médecin m'ordonne d'aller [illegible]

L'ABEILLE.

PAR SULLETT, MAGNE & Cie.
No. 66, rue Chartres.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Pour la Nouvelle-Orléans, $10 [illegible] payable d'avance.
Pour [illegible] $12 50

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.

Destiné à la désignation d'une Convention Nationale

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1839.

On est quelquefois étonné de trouver dans les organes vrais ou prétendus de l'opinion publique, des doctrines économiques que réprouvent les simples notions du sens commun. Ainsi des journaux que nous ne voulons pas nommer ont prétendu que s'il payait ses consommateurs trop cher, il ne pouvait pas vendre avec profit ses produits manufacturés de coton aussi cher, plus nous achetons aussi des produits manufacturés de coton et que plus nous vendons cher, plus nous achetons cher; ce qui fait que l'avantage n'est qu'apparent et que nous demeurons réellement dans une position stationnaire."

L'avantage de vendre cher n'est point seulement apparent: il est bien positif, bien réel, et les producteurs ne s'y méprennent pas. Il est bien vrai que plus le coton brut se vend cher, plus les produits manufacturés de coton sont chers, mais cela n'empêche pas que les producteurs ne trouvent leur intérêt à vendre cher.

En effet, la perte de coton qu'ho *réimporte* sous forme de produits manufacturés, est toujours très peu importante relativement à la quantité de coton brut qu'on a exportée, donc la liberté des produits ne neutralise pas l'avantage de vendre la matière brute à des prix élevés.

Mais il faut envisager encore la question sous un autre point de vue: En vendant le coton brut aux étrangers, on ne s'engage point à leur acheter de coton manufacturé. Si donc on achète des produits Européens, c'est uniquement parceque ces produits sont plus bonat à prix égal, ou moins chers à qualité égale que ceux que nos fabricants peuvent fournir malgré la protection de nos tarifs. Or s'il est un axiome en commerce, c'est celui ci: *vendre le plus cher possible et acheter au meilleur marché possible*; et cet axiome est vrai pour les nations comme pour les individus.

Qu'on ne dise donc pas que "vendre aux produits à des prix élevés, c'est une déception." Mais si y a danger quelquefois à se laisser éblouir par sa position ou par une brillante affaire: c'est quand on se livre par suite à des dépenses extravagantes. On ne doit pas perdre de vue que l'ordre et l'économie sont nécessaires aux nations comme aux individus, et que les dépenses extravagantes sont funestes aux une comme aux autres.

Ainsi ce qu'on doit éviter, c'est encore moins d'acheter cher, que d'acheter ce qui est inutile: car la argumes d'a nations a proclamé qu'une chose inutile est toujours trop payée.

Ne perdons donc point de vue les sages principes qui doivent en tout temps diriger notre conduite productions et achetons au plus bas prix possible, vendons au plus haut prix possible, et n'achetons que ce qui est utile.

SERVILITE DES LOCO-FOCOS

On ne pourrait s'imaginer jusqu'à quel point les torys y tiennent la servilité. Plusieurs fois nous avons fait remarquer l'unité d'action qui caractérise constamment les partisans du pouvoir; plusieurs fois nous les avons représentés comme militairement organisés, obéissant aveuglément au mot d'ordre du chef et ne permettant jamais d'avoir en fait de politique une opinion à eux. Quelques personnes ont pu, peut être, nous accuser d'exagération et penser que nous avions changé le tableau pour rendre plus saillante les défauts de nos adversaires politiques. Il n'en est rien cependant et les citations suivantes prouveront aux plus incrédules que nous n'avons dit que la vérité sans exagération aucune.

Je parle le cœffier d'André Jackson—disait M. Boon de l'Indiana.

M. McCarthy de l'Illinois disait, en répondant à un honorable membre du nord, *je suis plus vieux soldat* que mon antagoniste *au service de l'administration!*

Chacun se rappelle ces mémorables paroles du président actuel; M. Van Buren, *c'est assez de gloire pour moi d'avoir servi sous un tel chef!*

Le *Richmond Enquirer* disait quelques jours avant l'élection du grand Etat: nous ne pouvons croire que New-York, *l'Etat de M. Van Buren*, manque à son *devoir* envers lui.

On n'a pas oublié cette fameuse allocution d'un candidat au Congrès, dans l'Etat du Mississipi: "Dans" la campagne dont je fais partie, l'abolitionne est le premier des devoirs, et lorsque le capitaine dit *halte*, nous nous arrêtons tous. De sorte que si Mr. Van Buren nous disait demain qu'il ne juge pas convenable de soutenir le projet de loi-trésorerie, j'abandonnerais ce projet sans hésiter et il n'en serait plus question."

Et remarquez que ce langage, si misérablement servile, n'a pas été tenu par des hommes sans conséquence, par des soldats obscurs du parti; mais bien par des hommes d'élite, des chefs influents du parti.

Le dogme de l'obéissance passive est donc bien évidemment le dogme principal du parti de pouvoir; quiconque s'insurgera dans ses rangs n'a plus de volonté plus d'opinion, politiquement parlant; il ne peut plus penser, parler, agir, que conformément à l'ordre du chef.

DU METHODISME.

De toutes les sectes qui ont surgi du sein de l'intolérance religieuse du siècle dernier et du nôtre, aucune n'a une extension vraiment étonnante, cette des Méthodistes peut figurer au premier rang. Charles Wesley, qui en est le fondateur, n'avait que 1739 que quatre co-religionnaires, John Wesley, élève du collège de Lincoln, Morgan et Kirkman, élève aussi du collège de Merton. A cette époque Charles Wesley, fort jeune encore, n'était lui-même qu'élève de l'église du Christ (Christ Church). Sa piété, ses membres ferveurs et avenantes, lui avaient conquis l'amitié de quelques uns de ses camarades, tandis qu'elles l'avaient rendu la risée du plus grand nombre. Charles Wesley commença à cet âge à inspirer à son jeune compagnons les mêmes principes qui trouvèrent plus tard des prosélytes ardens dans les deux années.

La première secte religieuse qui fut organisée à Londres sous le nom de Méthodistes, le fût en 1739 par le révérend John Wesley l'un des confidens de Charles Wesley. Elle était composée de 42 membres, et le lieu où elle se réunissait pour se livrer aux exercices de piété, n'était autre qu'une fonderie qui fut transformée en temple. Aujourd'hui il y a en Angleterre 880,000 méthodistes; et on peut juger de la richesse et de la libéralité de cette secte par les sommes qu'elle préleva en 1837, dans but uniquement d'envoyer des missionnaires à l'étranger; 400,000 piastres furent réalisées à cet effet.

C'est en 1769 que fut construit aux Etats Unis le premier temple Méthodiste; New York fut la ville que les membres de cette nouvelle secte choisirent. Cependant une société avait été formée à peu près à la même époque dans le Maryland, par Strawbiel lgo. Les premiers ministres que le fondateur, John Wesley, envoya d'Angleterre, furent les révérends Boardman et Pilmore; ils débarquèrent à Philadelphie en 1769 et ils y trouvèrent une société composée d'une centaine de membres, qui avait été organisée par le capitaine Thomas Webb, de l'armée anglaise.

Boardman se rendit à New York et son collègue resta à Philadelphie; le premier discourut de cette ci fut prononcé au milieu d'un auditoire de quatre ou cinq mille personnes. En 1771 de nouveaux missionnaires Messrs. Asbury, Whatwat et Wright débarquèrent dans la capitale de la Pennsylvanie, et y furent reçus avec enthousiasme.

Cependant les nouvelles croyances ne rencontrèrent pas les premières années, grand nombre d'adhérans; et ce n'est que d'une époque plus éloignée que date l'extension qu'elles prirent dans notre pays. Il y avait à Philadelphie en 1771 que 100 Méthodistes; le nombre en est aujourd'hui de plus de 7,000. Il y avait alors 10 ministres divisés dans toutes les églises répandues sur notre territoire, on en compte aujourd'hui 2,200.—Le nombre des membres des sociétés méthodistes, ne s'élevait à cette époque qu'à 1160; il est aujourd'hui d'environ 745,000.

Thomas Coke fut le premier évêque de l'église Méthodiste; il reçut en fonctions en 1784, et mourut en 1811 dans un voyage sur l'Inde Anglaises. Il dépensa une fortune immense pour propager ses doctrines religieuses, et donna ses nombreuses missions aux Indes Occidentales, il était parvenu à élever le nombre de ses co-religionnaires à près de quinze mille.

—Le colonel Pauley est parvenu, à faire une mine sous-marine contre les débris du Royal Georges, de Spithead. On y plaça cependant 2,240 livres pour tout de poudre, a été descendu sous la mer et placé tout près de l'une des parties les plus en saillie du navire submergé. Quand tout a été disposé, on fit partir les voitures à bord du vaisseau qui était la batterie voisine, et cela placé à la distance de 500 pieds de longueur des fils de métal fut mis communiquer le batterie avec le cylindre, l'explosion a eu lieu, et les effets ont été très remarquables; d'abord, la surface de la mer calme et parfaitement unie a été violemment agitée, on a ressenti un tremblement qui a déterminé les oscillations de petites vagues irrégulières, de quelques pieces de hauteur.

Ce tremblement a duré 4 à 5 secondes, puis une masse d'eau formant un dôme de forme conique se plaça au milieu de l'explosion, s'est élevée d'abord lentement, puis avec rapidité, jusqu'à une hauteur de 30 pieds. Cette masse d'abord compacte s'est bientôt dissoute, et les flots se sont éloignés dans toutes les directions. La pression des plusieurs pieds de hauteur semblait momentanément soulager la mer, mais cette pression n'a pas été sensible, et elle n'a pas du